



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des
Affaires juridiques



Numéro 357 - 11 mai 2023



ÉDITO



Jean-Noël Barrot, Ministre délégué chargé de la transition numérique et des Télécommunications

Le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique présenté au Conseil des ministres le 10 mai 2023 adapte le droit interne au droit européen en matière de services et de marchés numériques. Il vise aussi à protéger les enfants et à lutter contre le cyberharcèlement, la désinformation, les ingérences étrangères et les fraudes en ligne.



[Lire la suite](#)

Institutions

Rapport annuel 2022 de la Cour de justice de l'Union européenne

La Cour de justice de l'Union européenne a rendu public son rapport annuel 2022. Cette année a été évidemment marquée par la guerre en Ukraine mais a été aussi placée sous le signe du 70e anniversaire de la Cour de justice de l'Union européenne.

[Lire la suite](#)

Rapport d'activité 2022 de la Défenseure des droits

Le Défenseur des droits a publié mi-avril 2023 son rapport annuel d'activité 2022 afin de rendre compte des actions menées au cours de l'année 2022. Ce rapport démontre une hausse continue des réclamations. L'année 2022 constitue également une étape importante en matière de renforcement de la protection des lanceurs d'alerte.

[Lire la suite](#)



Juridictions

Projet de loi organique relatif à l'ouverture, la modernisation et la responsabilité du corps judiciaire

Dans la continuité des travaux engagés par les Etats généraux de la justice, le projet de loi organique relatif à l'ouverture, la modernisation et la responsabilité du corps judiciaire a été présenté en Conseil des ministres le 3 mai 2023.

[Lire la suite](#)

Projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de la justice (2023-2027)

Le projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de la justice pour la période 2023-2027 a été présenté en Conseil des ministres le 3 mai 2023.

[Lire la suite](#)

La CJUE qualifie de communication au public la diffusion de musique d'ambiance dans un moyen de transport de passagers

La Cour de justice de l'Union européenne a estimé que constitue une communication au public, au sens du droit de l'Union européenne, la diffusion dans un moyen de transport de passagers d'une œuvre musicale à des fins de musique d'ambiance.

[Lire la suite](#)



Commande publique



Possibilité pour un pouvoir adjudicateur d'imposer aux candidats des conditions de participation ayant pour objet de prévenir l'existence de conflits d'intérêts de nature à compromettre la bonne exécution du marché

Conformément aux dispositions combinées des articles L. 2141-10 et L. 2142-1 du code de la commande publique, un pouvoir adjudicateur peut imposer aux candidats des conditions de participation visant à garantir que les candidats disposent des capacités professionnelles nécessaires à l'exécution du marché qui peuvent consister à exclure de la procédure tout opérateur qui se trouve dans une situation de conflit d'intérêts pouvant avoir une incidence négative sur l'exécution du marché.

[Lire la suite](#)



Finances publiques



Rapport de la Cour des comptes sur le budget de l'Etat en 2022

La Cour des comptes a publié le 13 avril 2023 son rapport sur le budget de l'Etat en 2022, année marquée par une nouvelle augmentation des dépenses qui ne s'explique pas uniquement par

l'inflation. Le rapport montre également le dynamisme des recettes fiscales qui n'a cependant pas été l'occasion de réduire le déficit public qui se maintient à un niveau élevé.

[Lire la suite](#)

Présentation du programme de stabilité 2023-2027

Le programme de stabilité permet de fixer les grandes tendances économiques à l'horizon 2027 sur lesquelles le Gouvernement devra s'appuyer pour mettre en œuvre ses réformes : le programme de stabilité 2023-2027 ainsi que le programme national de réforme ont été présentés au Conseil des ministres du 26 avril 2023.

[Lire la suite](#)



Marchés

Procédure de sélection des concessions d'occupation du domaine public maritime

Par un arrêt du 20 avril 2023, la Cour de justice de l'Union européenne a jugé que les concessions d'occupation du domaine public maritime devaient faire l'objet d'une procédure de sélection. Elles ne peuvent être renouvelées automatiquement, même si une loi nationale le prévoit.

[Lire la suite](#)



Entreprises

Validation par le Conseil d'Etat du monopole de La Française des jeux

Le Conseil d'Etat a jugé le 14 avril 2023 que l'exploitation de certains jeux de hasard par La Française des jeux était conforme au droit européen notamment parce qu'elle permet de protéger, d'une part, la santé en luttant contre les comportements addictifs et, d'autre part, l'ordre public en limitant le risque de fraude.

[Lire la suite](#)

Fusion des filières à responsabilité élargie des producteurs d'emballages ménagers et des producteurs de papier

La loi portant fusion des filières à responsabilité élargie des producteurs d'emballages ménagers et des producteurs de papier promulguée le 25 avril 2023 apporte des évolutions dans le domaine des filières à responsabilité élargie des producteurs qui protègent le secteur de la presse et sauvegardent les finances locales en matière de gestion des déchets.

[Lire la suite](#)



Questions sociales

Démission présumée en cas d'abandon de poste

Le salarié qui abandonne son poste, qui ne le rejoint pas après mise en demeure de son employeur et qui ne donne pas de motif légitime est présumé avoir démissionné. Un décret du 17 avril 2023 fixe à 15 jours le délai minimal donné par l'employeur au salarié pour rejoindre son poste.

[Lire la suite](#)

Numérique



Projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique

Le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique présenté au Conseil des ministres le 10 mai 2023 adapte le droit interne au droit européen en matière de services et de marchés numériques. Il vise aussi à protéger les enfants, à lutter contre le cyber-harcèlement, la désinformation, les ingérences étrangères et les fraudes en ligne.

[Lire la suite](#)

Emploi



Rapport de la Cour des comptes sur la politique d'installation des nouveaux agriculteurs

Le nombre d'exploitants agricoles diminue de façon constante depuis plusieurs décennies, tout comme le nombre d'exploitations agricoles. L'enjeu du renouvellement des générations ne se limite pas à un aspect démographique et dépend aussi d'enjeux environnementaux et d'aménagement du territoire. La Cour des comptes a publié le 12 avril 2023 une étude relative à la politique d'installation et de transmission des exploitations agricoles tenant compte de ces enjeux.

[Lire la suite](#)



SUR LE SITE



Toutes nos rubriques



Archives des numéros précédents



LA DAJ RECRUTE



**Vous souhaitez évoluer au sein d'un pôle
d'expertise juridique reconnu ?
Vous recherchez un emploi qui a du sens,
au bénéfice de l'intérêt général ?
Rejoignez nos équipes !**

Au ministère de l'Économie, des Finances et de la
Souveraineté industrielle et numérique, mettez votre
talent au service d'une économie forte et durable.

Consultez nos fiches de poste

Partager



[S'abonner à la Lettre de la DAJ](#)

La Lettre de DAJ est éditée par la direction des Affaires juridiques du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique / Directrice de la publication : Laure Bédier / Rédactrice en chef :

Véronique Fourquet / Rédaction : Raphaël Arnoux, Kévin Bouchard, Susie Bruno, Shirley du Parc, Morgane Frétault, Émilie Lefebvre / Bandeau : Aphania / Maquette : Key Performance Group pour le SIRCOM - DAJ / Routage Hubscore. Copyright : DAJ - Tous droits réservés / Crédits photo: ©BercyPhoto Gezelin Gree

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, adressez-vous à la DAJ - Bureau COREL, 6 rue Louise Weiss - 75703 Paris Cedex 13 ou par courriel lettre.daj@finances.gouv.fr.

[Se désinscrire](#)